

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 12 NOVEMBRE 2020

Délibération n° 2020-194- DC

Date d'affichage :

Le 16 novembre 2020

Effectif statutaire : 81
Membres en exercice : 81
Quorum : 41
Présents : 56
Excusé(s) : 14
Dont représenté(s) : 8
Absent(s) : 11

Nombre de votants : 64

Secrétaires de séance :

Grégory PIERRE et Guy BERTIN

Le douze novembre deux mille vingt à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Parc d'exposition du Breil - avenue du Breil - 49400 Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le cinq novembre deux mille vingt.

Présents : (56)

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Jacqueline TARDIVEL, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Christophe CARDET, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Béatrice GUILLON, Bernard HENRY, Didier HUCHEDÉ, Sylvain LEFEBVRE, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME.

Dont suppléé(s) remplacé(s) :

Alain BOURDIN par Laurent FERTE, Fabrice BARDY par Marie-Odile LE MERCIER

Excusés : (14)

Frédéric MORTIER, Christian RUAULT, Sophie TUBIANA, Gilles ROUSSILLAT, Eric LEFIEVRE, Alain BOISSONNOT, Pierre-Yves DELAMARE, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Bertrand CHANDOUINEAU, Marie-Luce DURAND, Géraldine LE COZ, Teddy LOCHARD, Nathalie SECOUÉ

Dont excusés ayant donné pouvoir : (8)

Sophie TUBIANA à Loïc BIDAULT, Gilles ROUSSILLAT à Isabelle ISABELLON, Pierre-Yves DELAMARE à Gilles TALLUAU, Gilles BARDIN à Rodolphe MIRANDE, Marie-Luce DURAND à Jérôme HARRAULT, Géraldine LE COZ à Thomas GUILMET, Teddy LOCHARD à Isabelle DEVAUX, Nathalie SECOUÉ à Michel DELPHIN.

Absents : (11)

Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Pierre de BOUTRAY, Emmanuel BRAULT, Gaëlle FAURE, Benoit LAMY, Nathalie LIEBAULT, Nathalie MORON, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME

ALTER ENERGIES - AUGMENTATION DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE DANS LA SAS PARC EOLIEN DE L'HYRÔME

Par délibération en date du 30 septembre 2020, le Conseil d'Administration de la SAEML Alter Energies a approuvé, sur avis favorable du Comité d'engagement de la société, l'augmentation de la participation financière de la SAEML « Alter Energies » dans la SAS Parc Eolien de l'Hyrôme.

Le montant de l'augmentation de la participation financière de la SAEML « Alter Energies » est prévu pour un montant maximum de 612 677.40 € sous forme d'avances d'associé.

Le Conseil d'Administration de la Société a délibéré, connaissance prise des éléments ci-après exposés :

Le parc éolien de l'Hyrôme est composé de 5 machines, développées par Nordex, installées de part et d'autre de l'autoroute A87 à Chanzeaux et Valanjou avec une puissance totale de 12 MWc. La participation d'Alter Energies a déjà été engagée en comité d'engagement le 15 novembre 2018 et validée en Conseil d'Administration le 29 novembre 2018.

Le rachat du parc éolien par les 4 partenaires co-investisseurs (Cit'éole Hyrôme, Mauges Communauté, Energie Partagée et Alter Energies) a été officiellement réalisé le 28 février 2019 via l'acquisition de la société de projet auprès de Nordex.

Dû à la crise Covid-19, mais aussi à des retards de chantier, la mise en service n'est intervenue que le 1er juillet 2020, alors qu'elle aurait initialement dû avoir lieu en début d'année. De ce fait, le projet n'a pas pu bénéficier du mécanisme de complément de rémunération 2016 (CR16) tel qu'il aurait dû, mais du complément de rémunération 2017 (CR17).

Cela va impacter de façon importante le compte d'exploitation de la société, nécessiter une restructuration des fonds propres et donc une nouvelle participation financière des coactionnaires.

En effet, le CR16 octroyait un tarif garanti de vente de l'électricité d'un montant de 83,77 €/MWh en première année pour une durée de 5 ans.

Le CR17 octroi un tarif inférieur (74,80 €/MWh en première année) mais sur 20 ans. Cela laisse envisager une perte totale d'1 M€ de chiffre d'affaires sur cette durée.

Aussi, le chiffre d'affaires annuel étant abaissé, la société risque d'avoir une trésorerie insuffisante pour honorer les échéances annuelles de l'emprunt (ratios DSCR non respectés).

Par conséquent des discussions ont eu lieu ces derniers mois, d'un côté avec le constructeur sur ses responsabilités par rapport au retard de chantier et ses impacts sur les finances de la société, d'un autre côté avec les banques prêteuses sur les différentes possibilités qui s'offrent à la société pour qu'elle redevienne en mesure d'honorer ses échéances annuelles, et éventuellement aménager la dette.

Ainsi, les négociations sur le retard de chantier ont abouti à l'application de 60 k€ de pénalités au titre du contrat de construction et des échanges sont encore en cours sur l'impact de la perte du CR16.

Pour les prêteurs, la perte du CR16 remet en cause le contrat de crédit car il impacte très fortement les revenus annuels de la société et crée un risque important sur la capacité de la société à honorer ses échéances annuelles. Après discussions avec ces dernières, les solutions envisageables seraient de :

- Apporter des fonds propres complémentaires afin de constituer une trésorerie qui couvrirait les manques nécessaires au paiement des échéances annuelles et respecter les ratios DSCR,
- Si le parc a une production supérieure au P90, mettre de côté la trésorerie dégagée sur un compte (cash sweep) afin de réaliser un remboursement anticipé partiel de la dette permettant de respecter les ratios DSCR minimaux.

Le principal impact pour les actionnaires est de devoir réaliser un nouvel apport en fonds propres, en plus de retarder les possibilités de verser des rémunérations. Après étude financière par les banques, le besoin d'apport en fonds propres total supplémentaires est de 2 042 258 €, calculé par la banque, qui sera à répartir entre les actionnaires au prorata du capital détenu.

Autrement les principales caractéristiques du crédit resteront inchangées.

La répartition des fonds propres par actionnaire à ce jour est la suivante :

Actionnaires	Répartition	Capital	CCA
Cit'Eole Hyrôme	30 %	75 000 €	1 425 000 €
Energie Partagée Investissement	20 %	50 000 €	950 000 €
Alter Energies	30 %	75 000 €	1 425 000 €
Mauges Communauté	20 %	50 000 €	950 000 €
<i>Total</i>	<i>100 %</i>	<i>250 000 €</i>	<i>4 750 000 €</i>

Il est à noter que la SEM Mauges Energies se substituera bientôt à Mauges Communauté.

Afin de répondre à la proposition des banques, il est envisagé d'apporter les 2 042 258 € de fonds propres supplémentaires sous forme d'avances d'associé. La nouvelle répartition des fonds propres serait alors la suivante :

Actionnaires	Répartition	Capital	CCA
Cit'Eole Hyrôme	30 %	75 000 €	2 037 677,40 €
Energie Partagée Investissement	20 %	50 000 €	1 358 451,60 €
Alter Energies	30 %	75 000 €	2 037 677,40 €
Mauges Communauté (ou Mauges Energie)	20 %	50 000 €	1 358 451,60 €
<i>Total</i>	<i>100 %</i>	<i>250 000 €</i>	6 792 258 €

Il est donc envisagé de compléter les fonds propres de la société uniquement via une avance d'associé complémentaire, d'un total de 2 042 258 €, à due proportion du capital détenu par chaque actionnaire, soit 612 677,40 € pour Alter Energies (30 %).

C'est dans ce contexte que le Conseil d'Administration de la SAEML Alter Energies, par délibération en date du 30 septembre 2020, a approuvé sur avis favorable du Comité d'engagement de la Société, l'augmentation de la participation financière de la société dans la SAS Parc Eolien de l'Hyrôme pour un montant maximum de 612 677.40 € sous forme d'avances d'associé.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales, la participation de la SAEML Alter Energies fait préalablement l'objet d'un accord exprès de ses collectivités locales actionnaires disposant d'un siège au Conseil d'Administration, à savoir le Département de Maine-et-Loire, le Syndicat intercommunal d'Energies de Maine-et-Loire, Angers Loire Métropole, la Communauté d'Agglomération Mauges Communauté, la Communauté d'Agglomération du Choletais et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Vu l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration d'Alter Energies du 30 septembre 2020 ;

Aussi ,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** l'augmentation de la participation financière de la SAEML "Alter Energies" dans la SAS Parc Eolien de l'Hyrôme pour porter cette participation à une hauteur maximale de six cent douze mille six cent soixante-dix-sept euros et quarante centimes (612 677,40 €) sous forme d'avances d'associé pour la porter de 1 425 000 € à 2 037 677.40 € ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision et, notamment, à la notifier à la Société Alter Energies.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 64 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

18 NOV. 2020

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 4ème trimestre 2020

Pour Extraît Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.9 Prise de participation – 7.9.1 apports en compte courant aux SEM
-------------------	--------------------	--

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »